

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article6604>

# Service du renseignement : un rapport interne dénonce la culture du secret

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : samedi 12 janvier 2008

---

Spyworld Actu

---

Le service du renseignement au Canada traîne de la patte quand il s'agit de révéler au public la teneur de son travail de l'ombre, révèle une étude interne.

L'analyse, préparée pour le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), déplore que le rapport annuel de l'agence soit ennuyeux, timide et truffé d'informations recyclées, soit le contraire des documents produits par des services de renseignements de pays alliés.

Une version préliminaire de l'étude, datant de janvier 2007, avait été obtenue par La Presse Canadienne en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Éprouvé par des scandales et des publicités peu flatteuses dans ses premières années d'existence, le SCRS a commencé à émettre un rapport annuel public en 1991, dans un effort d'expliquer le travail de ses employés et de déboulonner certains mythes. Or, l'agence d'espionnage n'a pas produit de rapport ces deux dernières années, le plus récent étant daté de 2004-2005.

Elle a embauché un consultant en 2006 pour évaluer si l'émission d'un rapport demeure approprié dans le contexte actuel et pour émettre des recommandations sur les façons de le renforcer.

Les auteurs ont interviewé des cadres du SCRS, incluant le directeur Jim Judd, des responsables du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, de la Gendarmerie royale du Canada, du département de la sécurité publique, du Bureau du conseil privé, et des représentants de la communauté universitaire et des médias, dont La Presse Canadienne.

"Certains des répondants ont avancé que si le SCRS n'allait pas de l'avant pour accroître son ouverture, sa réputation et sa crédibilité pourraient en souffrir."

L'étude, qui reconnaît qu'un certain degré de secret doit être conservé au SCRS, trouve que le rapport annuel émis par l'agence laisse fortement à désirer.

"Une revue des rapports publics indique un nombre élevé de répétition d'année en année, avec peu de faits ou de chiffres sur la situation actuelle", écrivent les consultants.

"Le Service canadien du renseignement de sécurité doit reconsidérer l'approche qu'il a adoptée dans ses rapports publics, tant pour le contenu que pour le format."

Certains représentants du SCRS étaient inquiets de voir trop d'informations circuler à propos de l'agence, mais la plupart ont indiqué que le rapport public devrait inclure plus de chiffres sur le nombre d'employés et de responsables, la région où ils travaillent, les nouvelles embauches, les opérations hors du pays et les accords en place avec les gouvernements étrangers.

La porte-parole du SCRS, Manon Bérubé, a déclaré vendredi que le service avait trouvé les recommandations constructives et que les rapports 2005-2006 et 2006-2007, qui doivent être émis sous peu, en tiendront compte.

L'étude découle de la pression du gouvernement fédéral de suivre ses promesses de promotion de la surveillance avec l'ensemble de la communauté des services secrets.

Le nouveau rapport indique que les organisations de renseignement des Etats-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas tendent à s'ouvrir davantage en ce qui concerne les menaces et les opérations.

"En comparaison, le SCRS peut être perçu comme traînant de la patte."

*Post-scriptum :*

<http://cf.news.yahoo.com/s/capress/...>